



POUR EN FINIR AVEC LE GRAND N'IMPORTE- QUOI MEDIATIQUE SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

Mémo N°125

Ces dernières semaines, non sans lien avec la réforme des retraites, la majorité gouvernementale et les médias qui la soutiennent ont largement relayé l'idée selon laquelle les français-es ne travailleraient pas assez, causant le déséquilibre du système.

Ce constat s'appuierait sur des données de l'OCDE (Organisme de coopération et de développement économique), rapportant le nombre total d'heures travaillées en France au nombre d'habitant-es, plaçant la France en toute fin de peloton (630h/hab), juste devant la Turquie.

Dans ce mémo, nous rappelons d'abord combien les comparaisons internationales sont à prendre avec précautions tant elles cachent des différences profondes de modèles social et économique. Ce point de vigilance posé, nous montrons que d'autres indicateurs de l'OCDE démontrent à l'inverse que les français-es n'ont rien à envier aux autres pays européens. Enfin, quand bien même nous travaillerions moins, il est important de redire pourquoi travailler beaucoup n'est pas un objectif en soi. Au contraire, nous portons avec force à la CGT la réduction du temps de travail comme un progrès social et comme une nécessité.

1. Comparaisons internationales, comparaisons bancales

De manière assez évidente et quel que soit le sujet, chaque pays dispose de ses propres conventions statistiques. Pour le dire simplement, le risque des comparaisons internationales est souvent de comparer des choux avec des carottes. D'ailleurs, l'OCDE le dit lui-même, les données présentées sont disparates du point de vue des sources, mais aussi des méthodes de calcul.

Au-delà même des différences de méthodologies statistiques, un danger majeur réside derrière le fait de ne prendre en considération qu'un seul indicateur, occultant des réalités sociales et économiques très différentes. Prenons un exemple concret.

Dans l'indicateur relayé dernièrement par les médias, la tête de classement est notamment occupée par les États-Unis (825h/hab) et le Japon (873h/hab). Or, le Japon s'illustre par le fait que ses habitant-es continuent à travailler jusque tard dans leur vie, tandis que certains États américains autorise le travail des mineurs, parfois même très jeunes¹. Dans les deux cas, cela vient gonfler le nombre total d'heures travaillées, et tire la moyenne vers le haut. À l'inverse, un pays où la garde d'enfants repose principalement sur la solidarité familiale ou la garde parentale aura immédiatement un nombre total d'heures travaillées inférieur à un pays où les enfants sont davantage pris en charge par un système de garde payant (qu'il soit public ou privé).

Il est donc plus que nécessaire d'affiner le portrait par la prise en compte d'un certain nombre de spécificités nationales ayant trait aux modèles économiques et sociaux, sans quoi la comparaison risque d'aboutir à un contre-sens.

¹ L'État de l'Iowa vient par exemple d'autoriser les enfants de 14 ans à travailler jusqu'à 6 heures d'affilées.

2. Ce que disent les chiffres

Les travailleur-euses français-es travaillent moins ?

Si l'objectif est réellement de rendre compte d'un rapport au temps de travail différent d'un pays à l'autre, il est assez facile à comprendre que le choix de ramener le nombre total d'heures travaillées au nombre d'habitant-es est plus que discutable, puisque par définition, toute la population ne travaille pas. En effet, là où la France est avant dernière dans l'indicateur discuté par les médias, loin de l'Allemagne (724h/hab), le classement est tout autre lorsqu'on considère le nombre moyen d'heures travaillées... par travailleur-euses ! La France affiche alors 1490 heures en moyenne par personne en emploi, contre 1349 pour l'Allemagne. C'est bien la preuve que la réalité décrite varie largement, selon qu'on considère un indicateur plutôt qu'un autre.

Travailler plus n'est pas une bonne nouvelle.

Cela étant dit, si l'on s'attarde plus longuement sur le nombre d'heures travaillées par personne en emploi, deux éléments méritent d'être relevés. D'abord, travailler beaucoup n'est pas un objectif en soi ! Au contraire, l'objectif que l'on porte à la CGT est de produire ce dont on a besoin pour vivre, de bien vivre des revenus de son travail, et de travailler dans de bonnes conditions.

A bien y regarder, les pays en tête du classement comme la Grèce (1872h/hab), la Russie (1874h/hab) ou encore différents pays sud-américains comme le Mexique (2128h/hab), qui ne sont pas connus pour la bonne santé de leur économie. À l'inverse, les travailleur-euses scandinaves travaillent en moyenne moins que leurs homologues français-es. Avoir un nombre moyen d'heures travaillées élevé ne dit donc rien de la tenue de l'économie.

La réduction du temps de travail contre le chômage de masse

Enfin, comme on le [rappelle](#) régulièrement, la seule solution pérenne pour lutter contre le chômage de masse et créer durablement de l'emploi est la réduction organisée du temps de travail. Il ne faut donc pas s'y tromper : un temps de travail plus faible que d'autres pays est davantage synonyme de progrès social et économique que l'inverse. À ce titre, il faut d'ailleurs rappeler combien le patronat et les gouvernements successifs se sont évertués à battre en brèche tout ce qui établissait la durée légale du travail à 35 heures par semaine, en augmentant progressivement le nombre maximum d'heures supplémentaires autorisées, mais aussi en défiscalisant et désocialisant à grande échelle les heures supplémentaires²... au détriment du partage du travail, et du financement de la sécurité sociale. La prime proposée ces tous derniers jours par E. Macron aux enseignants, conditionnant celle-ci à la réalisation d'heures supplémentaires dédiées aux remplacements, s'inscrit directement dans cette logique. Plutôt que d'embaucher des personnels enseignants pour remplacer de manière pérenne les manques, le président cherche à augmenter le temps de travail de ceux en poste... sous couvert d'une augmentation de leur rémunération. Or **une augmentation contre du travail supplémentaire, ce n'est PAS une augmentation !**

...Le travail en France : productif et davantage exposé à de mauvaises conditions

L'écart de temps de travail en Europe s'explique notamment par une productivité³ française largement plus importante. En effet, une heure de travail française crée 66 dollars de PIB, contre 54 dollars pour la moyenne des pays de l'OCDE, ou encore 59 dollars pour le Royaume-Uni. Autrement dit, nous travaillons en moyenne moins d'heures pour créer un même niveau de richesse.

² C'est le fameux « travailler plus pour gagner plus » de Nicolas Sarkozy.

³ La productivité correspond au PIB par heure travaillée, autrement dit à la richesse créée par heure de travail.

L'importance de la productivité française n'est cependant pas sans contrepartie. En effet, elle découle pour partie d'une intensité très forte du travail, et d'une intensification importante de celui-ci, sans commune mesure avec les autres pays européens. Or, elle se paye directement par des conditions de travail plus dégradées qu'ailleurs, et un travail de ce fait plus pénible. C'est ce que montre la dernière [enquête](#) européenne portant sur le sujet.

A retenir :

- Les comparaisons internationales sont à manier avec précautions et il est faux d'affirmer que nous travaillons moins que nos voisins·es
- Travailler plus n'est pas un objectif en soi
- Au contraire, le progrès social repose sur le partage du travail, permettant au plus grand nombre de vivre de son travail, et de lutter massivement contre le chômage
- La réduction du temps de travail et le passage à 32 heures par semaine revendiqués par la CGT s'inscrit dans cette logique
- Augmenter la durée moyenne du travail n'est en rien une solution au déficit affiché du système de retraite, pas plus que le recul de l'âge légal de départ

Montreuil, le 21 avril